

Madame le Directeur Académique,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et messieurs les membres du CSA SD,



L'UNSA Éducation souhaite aborder ce comité social d'administration en soulignant plusieurs enjeux urgents et fondamentaux qui concernent l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale et les conditions de fonctionnement de notre système éducatif. Certes, on peut convenir que les enfants ne poussent pas comme des poireaux, mais comme Rostand en son temps le fit dire à Cyrano : c'est un peu court !

Pour l'UNSA Education, des moyens sont indispensables pour aider à la réussite des élèves. Il est en outre nécessaire de réfléchir aux clefs de répartition des moyens afin qu'elles répondent aux véritables enjeux de notre système éducatif. Parmi les priorités que revendique l'UNSA Education : la mixité sociale et scolaire, l'inclusion, l'avantage à l'enseignement public et laïc. Les questions de mixité sociale et scolaire, souvent négligées, doivent être désormais au cœur des priorités.

Par ailleurs, notre système éducatif doit pouvoir être administré dans des conditions dignes et efficaces, en disposant pour cela des moyens humains et matériels ad hoc. La qualité des outils doit être au rendez-vous pour éviter l'inflation de la bureaucratie qui ne fait que ralentir les actions concrètes sur le terrain et dégrader les réponses apportées aux usagers. Le rapport du sénateur Paccaud a mis en lumière la sous-administration de nos établissements, et alerté comme nous le faisons depuis fort longtemps sur l'état critique des services. Une administration efficace passe par des moyens humains à la hauteur des enjeux et des outils fonctionnels et adaptés aux besoins.

Enfin, nous devons aborder une question pour laquelle notre organisation est demandeuse d'un accord, que nous espérons vous aurez le courage d'impulser : la qualité de vie et les conditions de travail des personnels. Le malaise généralisé des agents de l'Éducation nationale est palpable et largement documenté.

Partout, les personnels souffrent d'une surcharge de travail, d'une pression constante et d'un manque de reconnaissance. Dans ce contexte, il était incompréhensible que des propositions de suppressions de postes soient sur la table.

Le rapporteur du budget au Sénat lui-même a pointé le retard dans la rémunération des personnels de l'Éducation nationale, un retard qui est d'autant plus choquant que les attentes des professionnels sont légitimes et largement partagées.

L'UNSA Éducation réaffirme qu'une politique éducative cohérente, respectueuse des personnels et des élèves, ne peut se baser sur des réformes précipitées et sans moyens. Il est nécessaire de prendre du recul, de stabiliser notre système et de faire en sorte que les agents de l'Éducation nationale bénéficient des conditions de travail dignes et des moyens nécessaires à l'exercice de leur mission.

S'atteler à ces défis majeurs est une urgence, d'autant plus que nous manquons cruellement de personnels. Il est nécessaire de s'atteler à des choix, certes coûteux d'un point de vue budgétaire, mais indispensables pour répondre aux problématiques salariales, prendre en compte les enjeux de mixité et d'inclusion et in fine chercher des solutions aux défis posés, Nous n'accepterons pas que nos collègues exercent dans des conditions qui continuent à se dégrader et dans un contexte où leur pouvoir d'achat continue à régresser.

Concernant le contexte local, ce sont donc 13 postes en moins pour le 94 pour la rentrée 2025. Même si la situation est moins grave que prévue, une telle suppression de postes sur le département ne s'était pas produite depuis des années

Si la prévision de baisse démographique de près de deux milliers d'élèves semble importante, le département souffre toujours de conditions d'exercice difficile pour les collègues liées notamment à un grand nombre d'élève à besoins éducatifs particuliers. Depuis plusieurs années s'est ajouté à cela un nombre recrudescant d'élèves en situation de handicap. L'inclusion scolaire s'est faite sans réel accompagnement des collègues ni moyens supplémentaires suffisants.

Le recrutement d'AESH doit donc être également une priorité absolue. Les AESH jouent un rôle important dans le fonctionnement de notre système éducatif et rendent possibles par leur action au quotidien l'inclusion et l'accès à l'éducation d'un grand nombre d'élèves. Cependant les accompagnants des élèves en situation de handicap étant les personnels les moins rémunérés de l'Éducation nationale et sans réel statut, il semble difficile de résoudre le problème de l'attractivité de ce métier. C'est pourquoi l'UNSA revendique un vrai statut de fonctionnaire pour les AESH.

Alors en parallèle se pose nécessairement la question de l'attractivité des métiers de l'Éducation d'autant plus dans notre département et elle risque de se poser encore davantage dans les années à venir. Cependant nous ne voyons rien venir tant au niveau de la revalorisation de l'image de la profession, qu'au niveau de la mobilité des personnels et surtout au niveau salarial en dehors des promesses lors des échéances électorales.

Au lieu d'investir dans le service public d'Éducation, la gouvernance choisit les économies budgétaires. Notre système éducatif vit de multiples crises : crise de sa capacité à faire mieux réussir chaque élève, crise de fonctionnement, crise de recrutement et crise de justice sociale. L'État refuse de se saisir des défis actuels à leur juste mesure. En conduisant une politique modeste des emplois et d'insuffisance salariale, il ignore les enjeux, en refusant d'y répondre de façon adéquate.

Par ses choix et ses orientations, l'État manque encore une fois l'occasion d'offrir des perspectives positives aux agents ainsi que de redonner confiance en l'avenir à notre pays.

Nous vous remercions pour votre attention.

B. DIAZ
L. BAYSSIERE